

**Rapport synthèse des activités du
Protocole UQAM/Relais-femmes 2013-2014
Service aux collectivités
UQAM**

PAR LYNE KURTZMAN

**AGENTE DE DÉVELOPPEMENT AU SERVICE AUX COLLECTIVITÉS
RESPONSABLE DU PROTOCOLE UQAM/RELAIS-FEMMES**

JUIN 2014

SOMMAIRE

1. Quelques chiffres, quelques thèmes porteurs	3
2. Faits saillants et perspectives	5
Améliorer l'impact de l'intervention en fonction de buts communs	5
L'intersectionnalité : l'égalité pour les femmes et entre les femmes	5
Une offre de formation solide pour réduire l'homophobie chez les jeunes et promouvoir l'inclusion	6
Agir pour contrer la prostitution et l'exploitation sexuelle des femmes et des filles	7
Recrudescence des enjeux sur les droits et la santé des femmes	8
La <i>walmartisation</i> des conditions de travail des travailleuses d'ici et d'ailleurs	8
Participation active au RéQEF et à son renouvellement	9
Recherche partenariale et co-construction des connaissances : un champ d'intérêt en plein essor	10
7 ^e Congrès international des recherches féministes dans la francophonie	10
Appui continu au développement du régime de retraite des groupes communautaires et de femmes	11
3. Comité conjoint du Protocole UQAM/Relais-femmes 2013-2014	13
4. Parutions de l'année 2013-2014	14
5. Brève conclusion	17

Ce rapport couvre la période du 1er mai 2013 au 31 mai 2014. Il comprend une synthèse des activités coordonnées par Lyne Kurtzman dans le cadre du Protocole UQAM/Relais-femmes. Sont incluses également les activités reliées au développement du régime de retraite des groupes communautaires et de femmes coordonnées par Michel Lizée.

1) QUELQUES CHIFFRES, QUELQUES THÈMES PORTEURS

Un total de 54 activités apparaissent au bilan de l'année 2013-2014 du Protocole UQAM/Relais-femmes dont 12 sont à une étape de développement. Y apparaissent 19 projets de recherche (dont 9 en développement), 12 projets de formation (dont 3 en développement), 15 activités de diffusion/transfert/mobilisation des connaissances, 5 consultation/expertise et 3 projets regroupés sous « Autres activités ». Quatre recherches ont été amorcées durant la période alors que 3 autres se sont terminées avec la parution d'un rapport. Toutes ont donné lieu à diverses activités de diffusion et de transfert auprès de milieux universitaires et de pratique : conférences dans le cadre des activités midis de l'IREF, de la Semaine Santé et société de l'Institut Santé et société, d'un colloque à l'Université Simon Fraser de Vancouver, à l'Acfas ; articles dans les revues scientifiques internationales *Nouvelles Questions Féministes* et *Labrys*; présentations à des assemblées générales, des comités de condition féminine syndicaux, aux États généraux de l'analyse et de l'action féministes, Emploi Québec de Laval, Bureau de l'égalité des femmes du Nouveau-Brunswick ; rencontres avec des organes gouvernementaux québécois tels le cabinet de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, la direction de la Régie des rentes, le Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle du Québec.

Les grandes thématiques qui traversent la période concernent l'intersectionnalité des oppressions, le travail, l'équité salariale et les inégalités économiques, l'homophobie, l'environnement, la sécurité à la retraite, la prostitution et l'exploitation sexuelle, l'avortement et la santé des femmes, l'itinérance au féminin, la mondialisation et la libéralisation des marchés, les nouvelles technologies de l'information, le transfert en recherche et la co-construction des connaissances.

Retenons ici, parmi les projets amorcés, un programme de formation financé par le ministère de l'Enseignement supérieur, Recherche et Science (MESRS) sur une thématique émergente, *L'intégration du genre dans la lutte et l'adaptation aux changements climatiques au Québec*. Mené par la professeure Annie Rochette du département des sciences juridiques, en partenariat avec le Réseau des femmes en environnement, Relais-femmes et le Réseau québécois des groupes écologistes, ce projet de transfert fait suite à la recherche publiée l'an dernier qui montrait l'importance d'une action concertée des groupes environnementaux et féministes en matière de changements climatiques afin de promouvoir des orientations et des actions qui soient porteuses du point de vue de l'égalité entre les hommes et les

femmes. La formation vise cette mobilisation en montrant comment l'absence d'une préoccupation de genre, de pair avec la non représentation des femmes dans les instances gouvernementales de lutte aux changements climatiques, font de la protection de l'environnement un lieu de renforcement des stéréotypes sexuels créant des impacts négatifs disproportionnés sur les femmes et sur les groupes marginalisés.

En 2013-2014, le financement global des projets s'est élevé à 414 502.88\$¹. Le secteur recherche compte des subventions s'élevant à 310 541.45 \$ (dont 16 771.45\$ du PAFARC), le secteur formation a généré des fonds de 90 327\$ et celui diffusion/transfert/mobilisation des connaissances de 13 034.43\$. On note des apports internes de la part du Réseau québécois en études féministes (RéQEF), de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF), ainsi que de professeures individuellement. Les subventions externes proviennent du Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Enseignement supérieur, Recherche et Science (MESRS) et des groupes partenaires à partir de diverses sources : Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes, Condition féminine Canada, Secrétariat à la condition féminine du Québec, CSN, Fondation Solstice, Fédération du Québec pour le planning des naissances, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick.

Au total 32 professeures (professeurs), 15 professionnelles (professionnels), 27 étudiantes (étudiants) dont plusieurs en études féministes, et 40 groupes de femmes et communautaires ont été directement impliqués dans les activités de l'année. À ces derniers, s'ajoutent des collaboratrices et collaborateurs internes à l'université, d'autres issus d'autres universités et d'instances gouvernementales et institutionnelles. Sur l'ensemble, quatre professeures et quatre étudiantes sont hors UQAM.

¹ Ce montant n'inclut pas les demandes de dégrèvement et les contributions reliées au budget de fonctionnement du Protocole.

2) FAITS SAILLANTS ET PERSPECTIVES

Améliorer l'impact de l'intervention en fonction de buts communs

Plusieurs des nouveaux projets prennent racine dans des besoins reliés à l'intervention des groupes de femmes et communautaires. Quelles sont les conditions nécessaires à l'émergence de l'aide mutuelle ou comment développer concrètement la capacité des membres à s'entraider et à trouver entre elles/eux des solutions et actions en fonction de buts communs? Quelles analyses sont à dégager des pratiques préventives des 23 centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) dans les écoles secondaires afin d'obtenir un meilleur impact auprès de l'ensemble des jeunes du Québec? Qu'est-ce qui favorise ou freine la stabilité résidentielle des femmes itinérantes qui fréquentent l'Auberge Madeleine dans le cadre de son programme Support-en-logement? Peut-on épargner temps et argent dans le travail quotidien par le biais des outils collaboratifs du Web et comment communiquer de façon plus efficace avec ses membres à l'aide de ces outils, et ce dans une perspective de promotion collective et de changement social? Ces questionnements traduisent une volonté de réflexion et de recul dans la conjoncture sociale actuelle où les principes de la productivité et de la performance individuelle sont souvent privilégiés au détriment des intérêts communs de la collectivité.

L'intersectionnalité : l'égalité pour les femmes et entre les femmes

Développer une approche intersectionnelle des oppressions est un enjeu incontournable pour les groupes de femmes qui prend une place importante dans nos travaux. Durant la période, activités réalisées dans le cadre du Pôle de réflexion et d'action sur l'intersectionnalité ont permis de mieux poser le débat sur cette approche et de réunir des conditions de développement de la recherche sur cette question reconnue pour sa complexité.

Issue du *Black feminism*, l'intersectionnalité est née aux États-Unis dans les années 1970-1980 en revendiquant le point de vue particulier des femmes afro-américaines à la fois sur le féminisme en général et sur les luttes contre la ségrégation raciale. Les théories se réclamant aujourd'hui de l'approche postulent que les difficultés éprouvées par les femmes tirent leur origine d'un système non seulement patriarcal et capitaliste, mais aussi hétéronormatif, colonialiste et raciste. Elles établissent, d'où leur complexité, des interfaces entre toutes les formes d'oppression et de discrimination vécues par les femmes afin que l'égalité soit un projet pour toutes les femmes, de toute origine et de toute condition.

Sur le plan pratique et organisationnel, les défis que posent l'intégration et la diffusion d'une telle approche sont nombreux. Comment passer de la théorie à la pratique? Comment reconnaître les effets conjoints des systèmes d'oppression sans pour autant prétendre que toutes les formes d'oppression sont égales? Quels outils et stratégies pouvons-nous développer pour éviter la fragmentation des femmes en

catégories séparées et figées? Ces questions traversent les discussions du Comité conjoint qui s'est concentré durant l'année sur une analyse globale des besoins, qui a donné lieu à des projets permettant de répondre autant à des problèmes d'application spécifiques qu'à des intérêts plus larges par rapport à la question.

Parmi les réalisations de l'année, soulignons le troisième séminaire organisé dans le cadre du Pôle intitulé *Des contextes d'utilisation de l'intersectionnalité aux États-Unis, en France et au Québec* donné par Geneviève Pagé (science politique) qui a suscité un grand intérêt notamment de la part d'intervenantes des communautés immigrantes et autochtones. Mentionnons également la recherche avec la Fédération des femmes du Québec (FFQ) sur les débats suscités par l'intersectionnalité dans les groupes de femmes et les projets qui s'organisent dans le champ de l'intervention en violence (Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, Christine Corbeil et Elizabeth Harper, École de travail social) afin de renouveler les pratiques auprès des femmes qui sont hébergées pour divers motifs de violence : conjugale, familiale, sexuelle, économique, religieuse, sociale, verbale, psychologique.

Il est aussi à relever qu'un dossier thématique sur l'intersectionnalité pour la revue *Nouvelles pratiques sociales* - une première au Québec - est en voie de réalisation. Il est dirigé par Elizabeth Harper et Lyne Kurtzman. Douze articles feront partie du dossier scientifique dont la parution est prévue au début de l'hiver 2015. Plusieurs activités de transfert et deux demandes de subvention auprès de fonds universitaires externes sont également liées à ces travaux.

Par ailleurs, en termes de perspectives, l'intersectionnalité se pose également comme une nécessité dans le champ du travail où on note des écarts à combler non seulement entre les hommes et les femmes, mais aussi entre diverses catégories de femmes. Les résultats de l'étude statistique de l'économiste Ruth Rose menée avec le Comité consultatif Femmes en développement de la main-d'œuvre et le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail publiée au cours de l'année montrent un marché du travail québécois encore très stratifié en ce qui concerne la présence en emploi, les professions les mieux rémunérées et les revenus. La situation est particulièrement difficile pour les femmes autochtones, immigrantes, des minorités visibles ou celles ayant une limitation fonctionnelle.

Une offre de formation solide pour réduire l'homophobie chez les jeunes et promouvoir l'inclusion

Impossible de passer sous silence les retombées nombreuses du programme de formation qui s'est achevé au cours de l'année sous le thème : *L'homophobie chez les jeunes: réduire la violence et promouvoir l'inclusion*. Ce partenariat d'envergure avec la Chaire de recherche sur l'homophobie (Line Chamberland, sexologie) a permis à la Coalition des familles homoparentales (CFH) de consolider son offre de formation avec une équipe de formateurs-trices plus expérimentés et capables de répondre à une demande diversifiée de formation (bilingue, en région...). De

nouvelles avenues de formation attestent de la capacité accrue de la CFH à répondre aux besoins de formation du milieu éducatif. Une tournée financée par le Bureau de lutte contre l'homophobie s'est achevée dans la plupart des facultés d'éducation des universités du Québec afin d'assurer une intégration de la formation sur l'homophobie auprès du futur personnel en éducation (enseignant et autre). Un second projet cible les milieux de l'éducation physique et de la pratique sportive afin de tenir compte des particularités de ce domaine. Enfin, la Coalition a pour projet de systématiser l'évaluation de l'impact de la formation à moyen terme, de façon à ajuster le contenu et la trousse pour maximiser son utilité. Quelques-uns des outils de la trousse de formation produite sont disponibles sur : <http://www.familleshomoparentales.org/youth.php?lang=fr>

Agir pour contrer la prostitution et l'exploitation sexuelle des femmes et des filles

De nombreuses activités de divers ordres s'incrivent dans la foulée de cet enjeu de société majeur: programmes de formation, conférences, consultations-expertises, articles scientifiques dans des revues internationales découlant des recherches menées ces dernières années sur ces questions.

Mentionnons que deux subventions du Fonds des services aux collectivités du MESRS ont été octroyées pour les deux prochaines années afin de développer des outils de transfert/formation auprès des groupes de femmes et communautaires du Québec. Elles mobiliseront des connaissances issues d'approches sociologiques et psychosociologiques -dont un corpus de données récentes sur l'implantation de programmes formels de mentorat mettant en relation des jeunes filles à risque et des femmes aînées ainsi qu'un corpus de connaissances appuyé sur trois recherches antérieures².

Le premier projet intitulé *Contrer l'exploitation sexuelle des femmes : formation de formatrices visant à mieux comprendre les défis et à améliorer les pratiques* vise à former 45 formatrices qui formeront à leur tour d'autres intervenantes (Rachel Chagnon, sciences juridiques, Lyne Kurtzman, SAC en partenariat avec CLES, CATHII, RCALACS). Le programme de formation leur donnera des outils concrets qui leur permettront de mieux comprendre la traite sexuelle, internationale et locale, ses liens avec la prostitution et l'exploitation sexuelle, et de soutenir plus efficacement, devant les tribunaux notamment, les femmes qui en sont victimes et qui veulent sortir de la prostitution.

Le second projet *Formation pour l'implantation d'un programme de mentorat entre des jeunes filles à risque d'exploitation sexuelle et des femmes aînées* (Nathalie Lafranchise, communication sociale et publique, Centre des femmes de Pointe-aux-

² *La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle : entre le déni et l'invisibilité* (Sandrine Ricci, Lyne Kurtzman et Marie-Andrée Roy, Les Cahiers de l'IREF, 2012) ; *L'évolution législative et jurisprudentielle de la prostitution au Canada : portrait et enjeux pour l'égalité des femmes* (Rachel Chagnon, à paraître) et *Connaître les besoins des femmes dans l'industrie du sexe pour mieux baliser les services* (CLES, 2014).

Trembles) vise l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation d'un programme de mentorat ayant pour but de contribuer à prévenir l'adhésion à des gangs de rue et l'exploitation sexuelle, chez des jeunes filles. En plus d'un transfert d'expertise, ce projet permettra l'élaboration d'outils pédagogiques et d'évaluation.

Dans le cadre des consultations particulières auprès de chercheurs-es spécialisés en matière d'exploitation sexuelle ainsi qu'auprès d'organismes publics, parapublics, communautaires et associatifs d'envergure nationale, les chercheuses sur la prostitution et la traite (Sandrine Ricci, Marie-Andrée Roy, Lyne Kurtzman) ont participé à une rencontre (7 janvier 2014) avec le Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle du Québec pour discuter des actions en vue de prévenir l'exploitation sexuelle. Des résultats des échanges devraient prendre forme dans le cadre de la prochaine Politique gouvernementale en matière d'égalité entre les hommes et les femmes prévue en 2014-2015.

Recrudescence des enjeux sur les droits et la santé des femmes

Le retour en force du conservatisme social et politique au Canada et au Québec remet à l'ordre du jour le droit à l'avortement et à la contraception, et plus largement le domaine des droits et de la santé des femmes donnant une importance accrue à ces questions dans nos travaux. Un partenariat de recherche entre la professeure Audrey Gonin (travail social) et la Fédération du Québec pour le planning des naissances s'intéresse aux centres opposés à l'option d'avortement qui se multiplient à travers le Québec et le Canada.³ Ces centres poseraient problème sur le plan éthique parce qu'ils chercheraient à influencer les femmes plus qu'à les accompagner dans une prise de décision éclairée au sujet d'une grossesse non planifiée. La recherche documente et dénonce les discours et pratiques de ces centres et émet des recommandations pour orienter les femmes vers les centres qui respectent leur libre choix d'avoir ou non des enfants.

Les pratiques institutionnelles entourant l'accouchement sont également questionnées dans cet esprit d'autonomie et de santé reproductive. Une collaboration entre le Regroupement Naissance Renaissance et deux nouvelles professeures de sexologie, Sylvie Lévesque et Manon Bergeron, est en voie de prendre forme autour d'une démarche de recherche et de transfert des connaissances sur les pratiques obstétricales, la culture médicale de l'accouchement et les attitudes des différents intervenants et intervenantes institutionnels.

La walmartisation des conditions de travail des travailleuses d'ici et d'ailleurs

Publiée l'an dernier, la recherche *Les effets de la libéralisation des marchés sur les conditions de travail et de vie des femmes, le cas de Wal-Mart* (Stéphanie Mayer, Dorval Brunelle et Francine Descarries) donne lieu à de nombreuses retombées

³ Selon l'Association canadienne pour la liberté de choix (ACLC), il existerait aujourd'hui environ 28 centres anti-choix au Québec, et plus de 160 dans l'ensemble du Canada.

académiques et sociales. Outre leur mobilisation dans le cadre d'une rencontre-midi de l'IREF et les multiples conférences prononcées depuis deux ans dans divers milieux syndicaux et communautaires par Stéphanie Mayer, les résultats de la recherche ont servi à documenter la Vigile qui a commémoré le 1^{er} anniversaire de l'effondrement de l'usine de confection de vêtement au Bangladesh le 24 avril dernier, où près de 1100 travailleurs-euses, majoritairement des femmes, ont trouvé la mort.

Les résultats ont servi à montrer comment la logique de libéralisation transnationale des marchés développée de façon exemplaire par l'entreprise Wal-Mart (réduction des coûts et des contraintes liés à la gestion de la main-d'œuvre pour maximiser les profits) peut toucher tant les conditions de travail des travailleuses d'ici que celles des femmes travaillant dans les pays en voie de développement. Les chercheurs-es ont dénoncé cette logique transnationale qui s'applique dans nos milieux de manière certes moins tragique qu'en Asie en l'occurrence, mais néanmoins condamnable. Ils ont fait appel à la responsabilité sociale des entreprises canadiennes au Québec comme à l'étranger ainsi qu'à celle de nos gouvernements afin de contrer les effets néfastes de la libéralisation des marchés sur les conditions de travail et de vie de la population, des femmes en particulier.

Un séminaire afin d'approfondir les effets de ce modèle économique dans le contexte québécois de l'industrie du textile est envisagé pour la prochaine année en lien avec le comité mondialisation de la FFQ et l'agenda des mouvements de solidarité internationale.

Participation active au RéQEF et à son renouvellement

Au cours de l'année, des initiatives ont contribué à la consolidation et au rayonnement du Réseau québécois en études féministes (RéQEF). Une participation a été assurée aux journées d'étude, à l'assemblée générale des membres et à des activités de recherche du Réseau. L'expertise de la responsable du Protocole a été sollicitée pour la rédaction de la demande de renouvellement du réseau déposée en octobre 2013 au Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC) dans le cadre de son programme « Regroupements stratégiques ». À titre d'agente de développement au Service aux collectivités, son apport s'est situé particulièrement au niveau du projet de chantier sur la recherche partenariale et la coproduction des connaissances.

Le 30 avril dernier, le RéQEF apprenait que sa subvention de renouvellement lui était accordée. Cette subvention, qui couvre les six prochaines années (2014-2020), lui permettra notamment de concrétiser son projet de chantiers, dont celui portant sur la recherche partenariale et la co-construction des connaissances. Cette nouvelle subvention donnera les moyens au RéQEF de poursuivre les échanges entamés lors de l'atelier du 25 avril (voir ci-après) et de soutenir, de concert avec le Service aux collectivités, une collaboration régulière entre des personnes du milieu

communautaire féministe et du milieu universitaire québécois intéressées à faire avancer la recherche en partenariat.

Recherche partenariale et co-construction des connaissances : un champ d'intérêt en plein essor

La thématique large des partenariats entre l'université et les communautés peut compter sur un intérêt grandissant d'acteurs et d'actrices variés qui se questionnent sur les différentes manières de faire de la recherche, de la transférer, de la mobiliser. La participation d'un grand nombre de doctorantes à l'atelier sur la co-construction des connaissances du 25 avril 2014 ainsi que la demande régulière pour un exposé sur la recherche-action féministe (Lyne Kurtzman, SAC) dans le cadre du cours FEM 1200-30 : « Introduction aux problèmes et méthodes de recherche en études féministes » témoignent de cet intérêt. On remarque aussi l'importante participation des divers groupes de femmes à la recherche initiée par Relais-femmes, *La recherche : par, pour et avec les groupes de femmes*, qui a pour objectif de dresser un portrait des formes et des niveaux de participation des groupes de femmes du Québec dans des projets de recherche partenariale, ainsi que de leurs besoins d'apprentissage en recherche. Les résultats de cette recherche seront utilisés dans le cadre des réflexions sur la co-construction des connaissances amorcées à l'occasion de l'atelier d'avril dernier.

Cet atelier, co-organisé avec le soutien des étudiantes Isabelle Courcy (sociologie) et Dominique Langlois (science politique) a réuni 43 participantes : chercheuses, étudiantes, praticiennes-chercheuses, intervenantes et militantes. Il a été un succès grâce à la qualité de l'organisation et des contributions. Les connaissances et les réflexions tirées de riches expériences en recherche partenariale, telles celles de la professeure Carole Lévesque (INRS, DIALOG) avec les associations autochtones, constitueront une base des plus stimulante pour le SAC et le chantier sur la coproduction des connaissances qui sera annoncé officiellement lors de la 2^e édition du *Lac à l'épaule* du RÉQEF au mois d'août 2014. Il est prévu de tirer de cet atelier une collection de fiches synthèses sur le sujet et des clips vidéo structurés par thème.

7^e Congrès international des recherches féministes dans la francophonie

Le Service aux collectivités, en tant qu'instance de l'UQAM ayant mandat spécifique d'assurer les liens avec les collectivités, contribue aux côtés de l'IREF et du RÉQEF, à l'organisation du 7^e Congrès international des recherches féministes dans la francophonie (CIRFF) qui se tiendra à l'UQAM du 24 au 28 août 2015. Sylvie de Grosbois, directrice du SAC et Lyne Kurtzman, agente responsable du Protocole, font partie toutes deux du comité organisateur. Les liens de confiance du Service établis avec une multitude de groupes de femmes permettront une meilleure mobilisation et intégration des connaissances issues d'une tradition de recherche-action qui se déploie depuis plus de trente ans. Des travaux portant sur les

différentes façons de faire de la recherche féministe et d'en mobiliser les résultats seront ainsi accueillis dans ce congrès où plus de 150 congressistes sont attendues.

Sous le thème *Penser Créer Agir les féminismes*, les axes de réflexion proposés sont les suivants : 1) contribution des recherches féministes de langue française à l'avancement des connaissances; 2) changement social, égalité, justice et solidarité dans les contextes du néolibéralisme, du néocolonialisme et de la globalisation; 3) pratiques féministes, militantisme et mouvement des femmes.

Appui continu au développement du régime de retraite des groupes communautaires et de femmes

Le développement de ce régime de retraite novateur répond au double objectif de réduire l'incidence de la pauvreté à la retraite parmi les personnes, à plus de 90% des femmes, travaillant au sein des groupes communautaires et de femmes et d'accroître la capacité des groupes à attirer et conserver un personnel expérimenté et qualifié pour qu'ils puissent mieux s'acquitter de leur mission. Ce régime concrétise ainsi certains objectifs du plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire ainsi qu'en matière de lutte à la pauvreté. En mai 2014, ce régime comptait 4 193 participantes et participants à l'emploi de 496 groupes et les actifs s'élevaient à tout près de 25 millions \$.

Au 31 décembre 2012, le régime avait un actif de 1,67\$ pour chaque dollar de rente garantie et était solvable, ce qui en fait une exception parmi les régimes à prestations déterminées. Ces chiffres tiennent compte du fait que la situation financière du régime a permis d'indexer intégralement au coût de la vie toutes les rentes acquises entre le 1er octobre 2008 et le 31 décembre 2013.

Le régime de retraite a fait l'objet d'une reconnaissance publique par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Mme Agnès Maltais, qui a annoncé en conférence de presse «un investissement de 100 000 \$ pour la mise en place d'une campagne de formation et de promotion du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes. Cette mesure destinée à améliorer les conditions de travail des employées et employés du milieu communautaire permettra de faire connaître le régime de retraite.»⁴

Le comité de retraite est intervenu à quelques reprises dans le débat sur l'avenir des régimes publics et des régimes à prestations déterminées. Il a participé activement à la Commission parlementaire des finances publiques en août 2013 qui portait sur les recommandations du comité d'Amours. Cette présentation a permis de mieux faire connaître et apprécier par les membres de l'Assemblée nationale l'approche des régimes de retraite par financement salarial (RRFS), mais aussi d'inscrire à l'agenda de la Commission parlementaire l'intérêt de la mise sur pied de Fonds de

⁴ *La solidarité, une richesse pour le Québec - Québec accorde 100 000 \$ pour contribuer à augmenter le nombre d'employées et d'employés de groupes communautaires bénéficiant d'un régime de retraite.* Communiqué de presse, 10 février 2014.

stabilisation – une mesure que le comité d'Amours n'avait pas jugé bon d'examiner – pour stabiliser la cotisation et assurer la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées, une idée qui s'est finalement retrouvée dans le rapport de la Commission à l'Assemblée nationale.

Le régime de retraite a également tenu des rencontres pour sensibiliser le cabinet de la ministre de l'Emploi et de la solidarité sociale ainsi que la direction de la Régie des rentes aux conditions à réunir pour assurer le développement et la pérennité des régimes de retraite par financement salarial. Il y a eu une bonne écoute et les résultats de ces échanges devraient prendre forme dans le cadre de la révision de la réglementation des RRFS prévue en 2014-2015.

La contribution de l'UQAM a été au niveau de l'expertise technique pour faire en sorte que les politiques de financement, de placement et de prestations mises en place soient axées sur la sécurité et la pérennité, dans un contexte où les régimes de retraite sont généralement en crise. Elle s'est aussi concrétisée par des activités de formation continue auprès des membres du comité de retraite, de l'équipe des salariés du Régime ainsi qu'auprès des participants actuels et potentiels. Elle s'est enfin caractérisée par des activités de diffusion et de communication pour promouvoir cette approche innovatrice auprès de différents auditoires et instances.

3) COMITÉ CONJOINT DU PROTOCOLE UQAM/RELAIS-FEMMES 2013-2014

Lise Gervais, coordonnatrice générale de Relais-femmes

Manon Monastesse, directrice de la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes du Québec

Jennifer Beeman, coordonnatrice en équité en emploi au Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)

Sylvie Paré, directrice de l'Institut de recherches et d'études féministes, (IREF) UQAM (jusqu'en décembre 2013) - Rachel Chagnon, directrice de l'IREF (à partir de janvier 2014)

Elizabeth Harper, professeure à l'École de travail social, UQAM

Sylvie de Grosbois, directrice du Service aux collectivités, UQAM

Lyne Kurtzman, agente de développement au Service aux collectivités, responsable du Protocole UQAM/Relais-femmes

4) PARUTIONS DE L'ANNÉE 2013-2014⁵

Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (2014). *Connaitre les besoins des femmes dans l'industrie du sexe pour mieux baliser les services*, CLES, 2014, 195 pages.

Lizée Michel (2014). *Présentation d'ensemble du Régime de retraite par financement salarial des groupes communautaires et de femmes*, Montréal, Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes et Service aux collectivités de l'UQAM, 2008-2014, 56 diapos.

Lizée Michel (2013). *A Presentation on the Community and Women's Groups' Member Funded Pension Plan (MFPP)*. Information document produced by the Comité de retraite du RRFS-GFC, Service aux collectivités de l'UQAM, 70 diapos.

Lizée Michel (2013). *Rapport annuel et Volet éducatif: Revenu décent à la retraite menacé : le rapport D'Amours à côté de la coche*. Présentations à la 4^e assemblée annuelle du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes, 24, 25 et 26 septembre 2013, 8 diapos.

Lizée, Michel (2013). Mémoire dans le cadre de la Commission des finances publiques lors des consultations particulières sur le Rapport D'Amour « Innover pour pérenniser le système de retraite », avec le Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes, 22 août 2013, 26 p.

Ricci, Sandrine, Kurtzman Lyne et Marie- Andrée Roy (2014). *La banalisation de la prostitution : moteur de la traite des femmes et frein à la lutte féministe pour l'égalité* NQF, volume 33, numéro 1, Éditions Antipodes, pp. 80 à 95.

Ricci, Sandrine et Lyne Kurtzman (2013). *De l'amoureux protecteur au pimp violent : la mise sous emprise des femmes trafiquées à des fins d'exploitation sexuelle*, Labrys, Études féministes/estudos feministas, juillet/décembre 2013 –julho/dezembro 2013

Rose, Ruth (2014). Mémoire présenté à la Commission des finances publiques lors des consultations particulières sur le Rapport D'Amours « Innover pour pérenniser le système de retraite », avec Alexa Conradi, 22 août 2014, 28 p.

Rose, Ruth et Alexa Conradi (2014). Mémoire présenté à la Commission des finances publiques lors des consultations sur le projet de loi n° 39, 11 septembre 2014.

Rose, Ruth, Conradi, Alexa et Katia Atif (2014). Mémoire présenté à la Commission nationale d'examen sur l'assurance-emploi (Commission Duceppe), 1^{er} octobre 2014.

5 Un rapport de recherche produit durant l'année, pour diffusion interne seulement, n'apparaît pas dans cette liste.

Rose Ruth (2013). *Les femmes et le marché du travail au Québec : portrait statistique*, Comité consultatif Femmes en développement de la main-d'œuvre, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail, 154 pages. Résumé disponible.

Documents pédagogiques

Rose, Ruth (2013). *Atelier sur les femmes et les statistiques sociales- outil pédagogique*, Trois Rivières, 2 octobre 2013, 22 pages.

Lizée Michel (2013). *Indexer ou non les rentes pour 2011 et 2012 ? Document de discussion soumis au comité de retraite*, Comité de retraite du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes, document présenté le 13 mai 2013, 5 pages.

Lizée Michel (2013). *Discussion sur le versement de petites rentes et la fréquence des versements*, Comité de retraite du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes, document présenté le 16 septembre 2013, 5 pages.

Lizée Michel (2013). *Fréquence du versement des rentes et acquittement des droits pour des petits montants* Comité de retraite du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes, document déposé au comité de retraite du 4 novembre 2013.

Lizée Michel (2014). *Mise à jour sur les RVER*, présentation au Comité de retraite du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes, 10 février 2014, 5 diapos.

Lizée Michel (2014). *Une approche axée sur la sécurité, la pérennité et l'équité intergénérationnelle*, présentation au Comité de retraite du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes, 10 février 2014, 12 diapos.

Lizée Michel (2014). *Faits saillants du Règlement concernant les régimes de retraite à prestations cibles de certaines entreprises du secteur des pâtes et papiers, RLRQ c R-15.1, r 6.1.01*. Document d'information présenté au Comité de retraite du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes, 10 et 11 février 2014, 12 diapos.

Lizée Michel (2014). *Compte-rendu de ma participation à une conférence sur les placements offerte par Gestion de placements TD le 22 avril 2014*, 6 pages ; et *Formation : Éléments de réflexion sur les placements - Rapport TD* , 5 diapos. Présentation au Comité de retraite du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes, 8 mai 2014.

Lizée Michel (2014). *Réflexions sur le mandat en obligations canadiennes Univers géré par Beutel Goodman*, document présenté au Comité de retraite du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes, 8 mai 2014, 5 p.+ ann. 18 p.

5) BRÈVE CONCLUSION

Cette synthèse donne une bonne idée des enjeux qui traverseront les travaux du Protocole pour les prochaines années. Elle indique une activité riche et diversifiée à propos de grandes questions, établies ou émergentes, de l'agenda féministe au Québec. Les nombreux dossiers de recherche, de formation et de transfert qui apparaissent au bilan impliquent directement plus d'une centaine de personnes (74 professeures, professionnelles et étudiantes et les représentantes de 40 groupes de femmes) qui travaillent dans des équipes partenariales à produire de nouvelles connaissances et à faire avancer l'égalité et la justice sociale.

En termes de perspectives, l'organisation du 7^e *Congrès international des recherches féministes dans la francophonie* mobilisera les expertises du Service tant sur les plans organisationnel que scientifique et impliquera une bonne partie des équipes en place afin qu'elles participent à la programmation du Congrès et à la diffusion de l'approche partenariale du Service sur le plan international.

Les enjeux reliés à l'intersectionnalité sont nettement au cœur des défis à venir et le travail se poursuivra pour mettre en réseau des chercheuses sur la question et développer la recherche dans divers champs concernés : violence, travail, droit, éducation, vie associative, etc. En préparation, le numéro de la revue *Nouvelles pratiques sociales* est à ce titre très attendu tout comme les séminaires qui seront organisés par le Pôle qui favoriseront les échanges interdisciplinaires sur la question.

Outre le large segment de projets qui touche de près ou de loin la réflexion intersectionnelle, et les 2 programmes de formation financés par le MESRS sur la thématique de l'exploitation sexuelle qui seront amorcés au cours de l'année prochaine, les développements envisagés toucheront les questions du renouvellement de l'intervention féministe, de la santé reproductive, de l'équité salariale, des conditions de travail et de la solidarité internationale, de la violence, de l'environnement, des nouvelles technologies de l'information et de l'antiféminisme. Les projets et leurs retombées rejoindront diverses populations de femmes dont des immigrantes, autochtones, handicapées, des jeunes filles, des aînées, des femmes violentées, itinérantes, intervenantes, militantes, etc.

Le renouvellement du RéQEF constituera un apport important à la poursuite de la réflexion et la systématisation d'outils sur l'approche partenariale et la coproduction des connaissances. Un nouveau chantier dont la responsabilité a été confiée à Lyne Kurtzman du SAC et Berthe Lacharité de Relais-femmes permettra de poursuivre les échanges entamés lors de l'atelier du 25 avril 2014 et de soutenir, de concert avec le Service aux collectivités, de nouvelles collaborations partenariales interuniversitaires sur les différents enjeux concernant les femmes et les rapports de sexe.

Enfin, le départ à la retraite de Michel Lizée en décembre 2013 met fin à la participation directe d'un coordonnateur du Service aux collectivités au développement du régime de retraite, participation amorcée il y a 10 ans déjà.

Toutefois, en dépit de son changement de statut, Michel Lizée demeure activement impliqué au sein de ce régime à titre de membre indépendant et secrétaire du comité de retraite, et l'expertise acquise au sein de l'UQAM continuera d'être rendue disponible. Dans son rapport annuel 2013, le comité de retraite a tenu à «remercier l'équipe de travail et la direction du Service ainsi que l'UQAM pour cet engagement exemplaire dans un projet social innovateur.»